

Les ressources financières de la Banque sont composées du capital souscrit, de réserves, de fonds levés par des emprunts et de fonds en fidéicommis établis par les pays membres. La Banque dispose également d'un fonds spécial pour prêter à des conditions avantageuses dans les pays les moins développés en termes économiques. La Banque est la plus importante banque de développement régional du monde avec un capital ordinaire autorisé dépassant les 100 milliards de dollars US. Cela lui confère une capacité de prêts d'environ 8 milliards de dollars US par an, même s'il est peu probable que les niveaux de prêts au cours des années à venir dépassent beaucoup les 6 ou 7 milliards de dollars US. Depuis sa conception, la BID a approuvé plus de 70 milliards de dollars US de prêts et généré des investissements connexes de plus de 170 milliards de dollars US.

Au siège de la BID à Washington, la Banque a trois services régionaux bénéficiant de l'aide de spécialistes des secteurs. Chaque projet soumis à la Banque est attribué à un gestionnaire qui est responsable de la coordination et de la gestion de la participation de l'organisme dans cette entreprise.

Le Canada a son propre directeur exécutif à la BID, soutenu par un groupe de trois professionnels qui résident à Washington. Il leur incombe d'assurer les liaisons commerciales, la coordination et le contrôle avec l'Agence canadienne de développement international (ACDI) ainsi que les questions financières. La personne responsable des liaisons commerciales est la personne clé au sein de la BID pour les sociétés canadiennes qui souhaitent obtenir des renseignements additionnels sur les projets ou organiser des réunions avec les gestionnaires de tâches. En plus d'avoir son siège à Washington, la BID a des bureaux dans chacun des pays emprunteurs. Ces bureaux participent activement à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation des projets.

En règle générale, la Banque abandonne progressivement son intérêt envers les infrastructures physiques, comme les routes et les usines de production d'électricité, pour se consacrer à des projets sociaux plus complets visant à réduire les inégalités sociales et à créer des débouchés. Cela englobe des projets qui concernent l'enseignement, la santé, le développement urbain et l'environnement. Toutes ces activités feront apparaître de nouveaux débouchés pour les experts-conseils dans les domaines comme ceux de l'élaboration de programmes et du renforcement des institutions. Une partie importante du budget continuera toutefois d'être consacrée aux infrastructures physiques et aux travaux publics comme les écoles, les systèmes d'approvisionnement en eau, les systèmes d'égout et la conservation des sols et de la forêt.

De façon traditionnelle, les entreprises canadiennes ont moins bien réussi dans les projets financés par la BID que dans le cas des projets d'Amérique latine financés par la Banque mondiale. Cela s'explique en partie parce que les projets de la Banque mondiale accordent une quantité importante des prêts à des pays non emprunteurs. Cela tient également à la nature des projets financés par la BID et au type de services ou de marchandises nécessaires. Les Canadiens obtiennent souvent de meilleurs résultats quand il s'agit de fournir des services de conseil et cela constitue une part beaucoup plus faible des activités de la BID.

Le Canada a, jusqu'à maintenant, relativement peu participé aux activités de la BID au Mexique. Au cours des cinq dernières années, aucun contrat important n'a été attribué à des entreprises canadiennes. En 1994, 662 603 \$ US avaient été versés à des sociétés canadiennes dont 639 000 \$ US pour des produits et des services destinés à des projets agricoles et 23 603 \$ consacrés à un projet énergétique.